

Avancées et reculs : une histoire des combats laïques au Québec

L'heure de vérité. La laïcité québécoise à l'épreuve de l'histoire, de Yvan Lamonde Del Busso éditeur, 223 p.

Georges Leroux

Number 236, Spring 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/64187ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Leroux, G. (2011). Review of [Avancées et reculs : une histoire des combats laïques au Québec / *L'heure de vérité. La laïcité québécoise à l'épreuve de l'histoire*, de Yvan Lamonde Del Busso éditeur, 223 p.] *Spirale*, (236), 56–58.

Avancées et reculs : une histoire des combats laïques au Québec

PAR GEORGES LEROUX

L'HEURE DE VÉRITÉ. LA LAÏCITÉ QUÉBÉCOISE À L'ÉPREUVE DE L'HISTOIRE de Yvan Lamonde

Del Busso éditeur, 223 p.

Dans son essai important sur la laïcité (*La religion dans la démocratie*, Gallimard, 1998), Marcel Gauchet fait voir comment les combats pour la séparation de l'Église et de l'État ont renforcé l'engagement démocratique de la société française et la promotion de la liberté. Le remplacement d'une transcendance religieuse par une transcendance civique, désormais seule origine légitime des lois et des institutions, signe l'avènement d'une laïcité fidèle aux idéaux de la République. Héritier de la Révolution et de la Loi Combes de 1905, le penseur républicain nous invite à mesurer à quel point l'histoire de la laïcité demeure pour chaque société l'histoire de son propre chemin vers la démocratie. Cette histoire demeure à faire au Québec, mais on peut se réjouir d'en trouver les premiers jalons dans le dernier livre de l'historien Yvan Lamonde.

Publié sous un titre qui annonce une situation de crise, ce livre projette un jeu de faisceaux croisés sur plusieurs registres du combat laïque au Québec. Mettant de côté délibérément une généalogie purement linéaire, Yvan Lamonde s'intéresse autant à la structuration d'oppositions et de conflits, localisés à différentes périodes qu'il juge significatives, qu'au rôle de certains penseurs, dont les interventions apparaissent avec le recul porteuses d'avenir. On peut y distinguer deux plans fondamentaux, qui se répondent l'un l'autre dans une histoire ouverte : sous-jacent à l'histoire des luttes du vingtième siècle, l'his-

torien propose de revoir, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, période du christianisme triomphant, les racines profondes de la soumission religieuse. Cette perspective en miroir peut surprendre, mais elle a le mérite d'illustrer la constance des retours vers des enjeux irrésolus, persistants, de l'avènement d'une laïcité ferme et civique au Québec. Si l'historien juge nécessaire de parler d'une « *heure de vérité* », c'est peut-être parce qu'il craint un mouvement de recul, au moment même où tant d'acquis historiques semblent consolidés, notamment dans le domaine de la laïcité scolaire. Mais écrivant ici comme intellectuel et citoyen, Yvan Lamonde fait surtout œuvre d'historien et on peut lui être reconnaissant de développer une perspective inédite sur l'histoire d'un affrontement qui remonte loin.

Nous sommes invités en effet à considérer d'abord les débats des années 1930-1950, avec l'émergence au sein de l'Église d'un « laïcat » catholique, actif dans plusieurs organisations sociales et syndicales. Ce processus s'accompagne d'avancées sur plusieurs fronts, comme l'autonomie des sciences sociales, revendiquée par le Père Lévesque à l'Université Laval ou la décon-fessionnalisation des coopératives. La chronique des affrontements avec l'autorité épiscopale témoigne d'une brèche

significative dans l'édifice de la soumission. À ces débats, les conflits des années 1940, dont le *Refus global* est sans doute l'expression la mieux connue, apportent une suite déterminante : la lutte contre l'obscurantisme entretenu par la religion catholique devient pour plusieurs une forme d'engagement intellectuel. Ce n'est pas seulement la destitution de M^{gr} Charbonneau, motif important de la résistance de la revue *Cité Libre* à partir de 1950, qui met en branle ce qu'on pourrait appeler la première modernité laïque du Québec, mais c'est l'ensemble du malaise résultant d'un autoritarisme clérical oppressant qui conduit toute une génération d'intellectuels à s'engager. Cet engagement demeure cependant marqué au coin d'une ambivalence qui met en péril plusieurs des avancées historiques dans l'évolution de la laïcité.



MAURICE BLAIN ET L'ÉMERGENCE D'UN IDÉAL DE LAÏCITÉ CIVIQUE

C'est ici que nous retrouvons la haute figure de Maurice Blain, dont tous les écrits semblent avoir été marqués d'une lucidité et d'une intégrité incomparables. Évoquant une « *libération spirituelle* », Maurice Blain, comme plus tard Jean Le Moyne et Pierre Vadeboncoeur, s'élève contre la médiocrité et l'affaissement. Yvan Lamonde passe en revue les intellectuels qui ont partagé cette révolte indignée, de Gérard Pelletier au philosophe Bertrand Rioux. Il y aurait beaucoup à dire sur l'intérêt de revoir cette histoire, le plus souvent analysée du point de vue des luttes sociales, dans la perspective de l'émergence d'un idéal de laïcité civique, liée fortement à l'évolution de la démocratie. Plusieurs enjeux, plusieurs trames s'entrecroisent ici : si on est habitué à l'idée d'un soutien des intellectuels catholiques aux luttes pour la justice sociale, on l'est moins à l'analyse de leurs propres combats pour « *l'autonomie de la culture par rapport à la religion* ». Quel rôle pouvait alors jouer l'idée même de laïcité ? Peut-on y reconnaître l'expression neuve du refus de l'autorité, du rejet du cléricalisme ? Que pouvait signifier « *l'émergence d'un sujet québécois comme laïc* », revendiquée par Jean Le Moyne et d'autres ? Il faut rappeler que l'identité religieuse de la société québécoise interdisait pratiquement toute percée vers un espace, d'où elle pouvait être dénoncée comme un enfermement. Signe de cette clôture, la limitation, longtemps maintenue, de la notion même de « laïc » à ceux qui sont dans l'Église et veulent y jouer un rôle différent de celui des ecclésiastiques.

À quel moment cette fermeture va-t-elle se fissurer ? Dans son examen historique, Yvan Lamonde en voit les premiers signes dans les combats du Mouvement laïque de langue française et dans les débats sur la déconfectionnalisation. Cette histoire, même si elle est bien connue, notamment en raison de son lien à l'histoire de l'éducation, méritait d'être reprise et approfondie. Les intellectuels qui s'engagent sur ce front ont-ils cessé de se définir comme « laïcs » au sens que ce mot pouvait avoir dans la doctrine chrétienne ? Quand ont-ils accédé à une représentation d'eux-mêmes comme

intellectuels démocrates, voire républicains, quel que soit par ailleurs le statut de leurs convictions personnelles ? Quels sont encore leurs liens avec l'institution ecclésiastique ? L'exemple de Gérard Pelletier, évoqué ici trop brièvement, montre les ambiguïtés auxquelles se soumettaient nombre d'intellectuels « catholiques ». Ni dedans, ni dehors, est-ce une position tenable ? L'examen du débat nous fait retrouver Maurice Blain, décidément beaucoup plus clair et cohérent que la plupart des autres. Mais aussi Jacques Godbout, qu'on ne peut soupçonner de duplicité dans son plaidoyer pour un « civisme » purement laïque. Plus encore, l'examen du débat autour de l'école confessionnelle nous permet de revoir l'éventail des solutions proposées pour éviter une séparation en apparence prématurée : la solution mise de l'avant par Paul Lacoste, et adoptée par le MLF dans son mémoire à la Commission Parent, sera déterminante pour l'avenir, dans la mesure où elle est compatible avec le cadre constitutionnel (article 93 de la Constitution de 1867) protégeant les privilèges confessionnels.

On sait que Maurice Blain a donné son appui à la solution Lacoste, mais sa pensée, comme Yvan Lamonde le montre, déborde de beaucoup la simple analyse du contexte scolaire : elle se pose avec fermeté pour l'autonomie de la juridiction civile et politique, et notamment sur le corollaire, demeuré impensé jusqu'à lui, d'une nécessaire dissociation de la religion et de la nationalité. La foi ne peut définir l'identité nationale. On mesure, en relisant ces textes, la lenteur du processus dans le domaine scolaire, sachant que l'école ne sera entièrement déconfectionnalisée qu'en septembre 2008 et on perçoit peut-être la signification pour l'historien de cette « heure de vérité », c'est-à-dire le moment historique actuel comme moment de la dissociation achevée du nationalisme et de la religion. Les penseurs conservateurs d'alors, comme F. A. Angers, tout comme ceux d'aujourd'hui, ne pouvaient s'accommoder facilement de cette séparation. Elle paraît pourtant, rétrospectivement, depuis longtemps engagée et inévitable.

Si la pensée de Maurice Blain marque l'introduction rigoureuse d'un concept de laïcité dégagé de tout « laïcité », c'est

à Pierre Vadeboncoeur, et à son essai essentiel, *La ligne du risque*, publié en 1962, que nous devons l'introduction de celui de pluralisme dans le lexique de la philosophie publique. La portée en demeure pourtant limitée, malgré une volonté explicite de relever l'héritage libérateur du « Refus global », car dans la mise en place du système d'éducation, ce pluralisme se trouve de toutes parts circonvenu par les privilèges confessionnels. Les revendications de Maurice Blain, prophétiques, n'y peuvent rien : le mandat donné à l'école demeure un mandat religieux et il le demeurera jusqu'en juin 2005. Yvan Lamonde brosse un portrait passionnant de ce débat, mais il sait aussi en montrer les limites. Était-il possible en effet, dans une société où le pluralisme apparaît d'abord comme une exigence abstraite, et non comme un fait résultant de la diversité émergente, de penser que la revendication laïque n'était pas seulement le fait d'un groupe d'incroyants, agnostiques ou athées ? Les contradictions d'un Gérard Dion ne sont pas surprenantes, elles étaient le fait de tous. C'est à la génération suivante qu'il appartiendra de clarifier cette position : d'une part, en rendant possible l'expression d'un militantisme non seulement anticlérical, mais athée, dans des revues comme *Parti pris*, et aussi, d'autre part, en exigeant une laïcité « intégrale », indifférente par principe aux convictions des uns et des autres. L'expression est celle de Jacques Godbout, qui insiste sur le lien entre le projet souverainiste et l'avènement de la laïcité.

IMPASSES DU RAPPORT PARENT

Mais c'est encore une fois vers Maurice Blain qu'on doit se tourner pour comprendre les impasses du Rapport Parent, dont les propositions sur la confessionnalité parurent si décevantes à la génération qui avait porté jusque-là l'idéal de laïcité. Comment accepter, en effet, la création d'un Ministère public, gérant un réseau d'écoles confessionnelles ? Yvan Lamonde n'aborde pas dans son essai la période cruciale qui va des luttes locales, comme celle de l'École Notre-Dame-des-Neiges ayant conduit au jugement Deschênes, au rapport de la Commission sur la place de la religion à l'école, présidée par Jean-Pierre Proulx ; c'est dans

cette période que les paradoxes institués par le Rapport Parent et dénoncés par plusieurs intellectuels furent lentement dénoués. Jean-Pierre Proulx l'a souvent écrit, à la suite notamment de son expérience du débat qui a suivi le dépôt de son rapport en 1999 : aucun débat ne fut plus lent, plus prudent, plus soucieux de ménager le pluralisme urbain et l'apparente unanimité des campagnes ! S'il est vrai, comme Yvan Lamonde y insiste, que la période 1930-1970 fut d'abord celle de la fin de l'unité spirituelle du Canada français, reprenant ici une expression d'André Laurendeau, ce fut aussi une période d'hésitations, de compromis, et pour le dire simplement, du maintien de la référence à l'autorité religieuse comme référence ultime. On peut com-

d'abord par les combats indépendantistes et socialistes, Yvan Lamonde choisit de faire retour sur l'histoire des rapports de l'Église et de l'État au dix-neuvième siècle. C'est une approche intéressante, en ce qu'elle fait voir l'enracinement des débats modernes dans un affrontement séculaire de l'Église catholique et des penseurs libéraux. Fin connaisseur de ces mouvements, biographe de Louis-Antoine Dessaulles, il revient avec passion sur les conflits opposant, par exemple, l'Institut canadien et M^{gr} Bourget. Pourquoi revenir sur ce segment historique, sinon pour montrer que les luttes modernes n'ont fait qu'hériter des combats passés pour la liberté de penser ? Face aux ingérences multiples du pouvoir religieux dans les

luant vers une laïcité politique, le Québec hérite d'une longue tradition de résistance à la soumission, tout autant qu'il se montre fidèle à ses idéaux démocratiques. Si cette fidélité semble trouver tout son sens dans la « *jonction opérée entre la laïcité et la souveraineté* », l'heure de vérité évoquée dans son titre par l'historien pourrait signer ici un engagement politique. On sera sensible, une fois encore, à la référence à Maurice Blain, luttant contre le « *colonialisme spirituel* » et plaidant pour une identité nationale fondée sur des valeurs civiques communes, et non pas sur la foi. L'engagement d'Yvan Lamonde pour la promotion d'une culture civique commune est bien connu et son essai nous convainc de la nécessité d'approfondir notre compréhension historique de l'évolution qui conduit le Québec pour parachever la séparation de l'État et de l'Église. Sur le plan des luttes citoyennes, Yvan Lamonde prend fait et cause pour les revendications féministes et s'allie à ceux qui réclament une neutralité complète de l'État, notamment sur la question du port des signes religieux « *dans l'espace public et dans la fonction publique* ». Son plaidoyer pour un humanisme civique et pour « *la reconnaissance formelle de la neutralité de l'État* » se déploie sur plusieurs fronts, où il se montre désireux d'intervenir : la question des écoles privées, les accommodements en matière religieuse et culturelle, où il semble vouloir soutenir la position de Guy Rocher sur le privilège de la majorité « *réelle* », le programme d'Éthique et de culture religieuse, auquel il apporte un appui fondé sur l'argument du pluralisme et l'exigence d'une culture civique commune. Ces pages engagées sont brèves, mais l'historien choisit de ne pas aller plus loin dans le débat présent. Son appui à la « *Déclaration pour un Québec pluraliste et laïque* », rendue publique en mars 2010 et dont il fut avec Daniel Baril et Guy Rocher premier signataire, éclaire sa position. Le rappel historique qu'il propose est indispensable à la compréhension des enjeux actuels. On peut s'étonner que cette histoire n'ait pas été écrite avant lui, mais on doit surtout se féliciter qu'il l'ait entreprise dans un contexte où tout appelle l'éclairage de l'histoire et qu'il l'ait produite si brillamment. ┘

Yvan Lamonde voit juste : rares furent ceux qui ne tombèrent pas dans le panneau de la solution Lacoste, et son éloge appuyé de Maurice Blain invite à relire ces textes d'un penseur à bien des égards précurseur d'une réelle modernité.

prendre l'impatience et les désillusions d'intellectuels comme Maurice Blain ou Jacques Godbout, se butant à des résistances pourtant très prévisibles. Une histoire élaborée de cette période ne devrait-elle pas mettre en lumière, de manière détaillée, les positions de ceux qui au sein de l'appareil ecclésiastique, mais aussi dans l'institution scolaire ou dans les journaux, mirent tout en œuvre pour bloquer l'évolution de la laïcité en la limitant à la mise en place d'un appareil d'État ? Yvan Lamonde voit juste : rares furent ceux qui ne tombèrent pas dans le panneau de la solution Lacoste, et son éloge appuyé de Maurice Blain invite à relire ces textes d'un penseur à bien des égards précurseur d'une réelle modernité.

Au moment où on attendait la suite moderne de cette histoire, marquée

affaires politiques, on ne peut que constater que cette première période, contrairement aux suivantes, montre des terrains beaucoup plus diversifiés : ce n'est pas simplement, voire d'abord l'école qui polarise les positions, mais des questions comme le régime constitutionnel, les libertés civiles, les associations. Dans ses grandes études sur l'histoire sociale des idées, Yvan Lamonde a montré la complexité de ces débats et, en les réévoquant ici, il illustre à nouveau comment l'arrogance cléricale a provoqué la ferveur libérale et semé le grain du laïcisme qui allait suivre.

UN ENGAGEMENT

Le livre se termine par deux brefs morceaux où Yvan Lamonde prend position comme historien et comme citoyen. Le bilan historique est concluant : en évo-